

COALITION DE L'ÉNERGIE DES ÉCOLES (CEE)

RAPPORT SOMMAIRE

30 novembre 2012

*De septembre à novembre 2012, bon nombre de grands dossiers ont été réglés, ce qui a permis à la Coalition de l'énergie des écoles de réaliser des économies additionnelles de **16,8 M\$** (millions de dollars). Notamment, un règlement a réduit de **5,8 M\$** les tarifs d'Enbridge pour 2013, une décision en faveur de la Coalition a réduit de **4,5 M\$** les tarifs d'Union Gas, et une victoire procédurale a permis de maintenir des économies de **5,5 M\$** au chapitre des tarifs de Hydro One. Les économies cumulatives réalisées par la Coalition en moins de 10 ans atteignent maintenant un peu plus de **110 M\$**.*

Les enjeux des six prochains mois seront beaucoup plus importants, et les demandes présentées par Toronto Hydro, Ontario Power Generation, Enersource, Powerstream et Hydro One sont celles qui auront sans doute le plus de conséquences.

AFFAIRES COURANTES – GAZ NATUREL

Union Gas – Tarifs de 2013 à 2018. Union Gas demandait l'approbation de ses tarifs pour 2013, qui doivent servir de référence pour le cycle de tarification de 2013 à 2018. Comme nous l'avons déjà signalé, une entente négociée en juin a permis de réduire les tarifs des écoles de 2,2 M\$. Les autres points à régler ont fait l'objet d'une longue audience, et la Commission de l'énergie a rendu sa décision en octobre.

Sur presque tous ces points, la Commission a tranché en faveur des clients, ce qui réduira les tarifs des écoles de **4,5 M\$** de plus au cours des six prochaines années.

La proposition d'Union Gas de restructurer les tarifs applicables aux écoles reste toujours en suspens. Depuis plusieurs années, la Coalition soutient que le fait de regrouper les écoles avec des clients beaucoup plus petits à l'intérieur des mêmes catégories a pour effet de gonfler les tarifs des écoles. La proposition de restructuration visait à corriger cette situation, mais ses défauts techniques réduisaient presque à néant les avantages recherchés par les écoles.

La Commission de l'énergie a décidé que, en principe, la restructuration devait avoir lieu, mais elle s'est rangée à l'avis de la Coalition en concluant que la proposition devait être modifiée parce que ses défauts étaient trop graves. Elle a donc ordonné à Union Gas de procéder à une répartition intégrale des coûts et de lui soumettre une proposition corrigée, à temps pour la détermination des tarifs de 2014.

Enbridge – Tarifs de 2013 à 2018. Enbridge demandait également l'approbation de ses tarifs pour 2013, soit la première année d'un cycle prévu de six ans. La hausse demandée était d'environ 6 % (alors qu'on croyait à l'origine qu'elle serait de 3 %).

En septembre, la Coalition a dirigé les intervenants afin de

négocier un règlement portant sur toutes les questions dans ce dossier, sauf une. Par suite de cette entente, les tarifs d'Enbridge augmenteront de moins de 1 % de 2012 à 2013. Les économies pour les écoles au cours des six prochaines années devraient s'élever à environ **5,8 M\$**.

Une question n'a pas été réglée, et une audience a eu lieu. Une décision est prévue en janvier 2013, et elle pourrait entraîner une réduction additionnelle des tarifs de 2,2 M\$, ce qui ramènerait à zéro la hausse demandée.

AFFAIRES COURANTES – ÉLECTRICITÉ

Cadre de réglementation renouvelé pour l'électricité.

Au cours des trois derniers mois, certaines de nos réussites ont entraîné des économies considérables, mais notre victoire la plus importante pourrait concerner un dossier auquel aucune somme d'argent ne se rattache directement.

En 2010, la Commission de l'énergie a entrepris un examen de la façon dont elle réglemente le secteur de l'électricité, qui devait porter en particulier sur la planification des immobilisations et les dépenses connexes. Ce processus, appelé « Cadre de réglementation renouvelé pour l'électricité », en est venu à porter non seulement sur la planification des immobilisations, mais aussi sur tous les aspects de la détermination des tarifs. Les groupes de clients craignaient qu'il s'ensuive un relâchement du contrôle exercé sur les tarifs et, partant, des pressions à la hausse sur les coûts de l'énergie.

Cette initiative a donné lieu à une série de discussions officielles, de débats et de mémoires, dont certains étaient appuyés par des experts du secteur. Parallèlement, la Coalition a entrepris des discussions officieuses avec des distributeurs d'électricité et d'autres intervenants.

À la suite de ces activités menées sur une période de deux ans, la Coalition a fait une série de nouvelles propositions qui offraient aux entreprises de services publics un choix d'options pour établir leurs tarifs, chaque option

comportant toutefois un mécanisme intégré de contrôle des hausses de tarifs.

En septembre, la Commission de l'énergie a annoncé une nouvelle politique qui adopte en grande partie les propositions de la Coalition.

La Coalition participe maintenant à un petit groupe de travail afin de déterminer les aspects pratiques de la mise en œuvre de cette nouvelle politique. Elle prévoit que le nouveau régime continuera de maintenir les tarifs aux bas niveaux observés récemment, tout en permettant aux entreprises du secteur de l'électricité d'investir davantage dans leurs infrastructures.

Toronto Hydro – Tarifs de 2012 à 2014. L'examen de la demande révisée d'approbation des tarifs de Toronto Hydro pour la période de 2012 à 2014 se poursuit, et des négociations sont en cours pour déterminer si les hausses demandées pourraient être réduites. Une décision est prévue en janvier 2013.

Hydro One – Tarifs de distribution – 2013. La demande d'approbation des tarifs de Hydro One pour 2013 concerne les écoles pour deux grandes raisons. En premier lieu, Hydro One veut faire approuver d'importantes dépenses nouvelles en immobilisations, et 1 300 écoles seraient touchées, au même titre que les autres clients de l'entreprise. Des négociations sont en cours à ce sujet.

Le deuxième aspect de la demande est plus important. Après plusieurs années de pressions de la Coalition et deux audiences de la Commission de l'énergie à ce sujet, Hydro One avait finalement effectué une étude de l'écart des coûts selon que ses clients se trouvent en milieu urbain ou rural. Comme nous l'avions prédit, cette étude montrait que les écoles devraient payer au total environ 1,1 M\$ de moins par année à Hydro One en frais de distribution.

Initialement, la Commission de l'énergie avait décidé, pour une question de procédure, qu'elle n'exigerait pas que les conclusions de l'étude soient mises en œuvre en 2013. Après des représentations de la Coalition, appuyées par d'autres groupes de clients, la Commission est maintenant revenue sur cette décision.

Bien qu'il y ait encore de l'opposition à ces changements, nous prévoyons qu'ils seront approuvés, ce qui permettrait aux écoles desservies par Hydro One d'économiser environ **5,5 M\$** au cours des cinq prochaines années.

Powerstream – Tarifs de distribution – 2013-2016.

La deuxième plus grande entreprise municipale de services publics de la province, Powerstream, dessert 343 écoles à Markham, Richmond Hill, Vaughan, Aurora et Barrie. Sa proposition récente visant à harmoniser les tarifs sur son territoire aurait réduit les tarifs de 13 % à Barrie, mais elle les aurait haussés de 16 % dans les autres secteurs.

Récemment, au cours de négociations dirigées par la Coalition en vue d'un règlement, Powerstream a accepté

de revoir à la baisse sa proposition. En conséquence, les tarifs des écoles de Barrie baisseront de 17 %, tandis que ceux des écoles des autres secteurs augmenteront de 11 %. Au total, les écoles économiseront environ **350 000 \$** sur quatre ans. Une somme additionnelle de 250 000 \$ environ était en jeu au cours d'une audience terminée depuis peu, et la Commission de l'énergie devrait rendre sa décision en décembre.

Autres tarifs de distribution – 2013. La plupart des autres distributeurs d'électricité ont maintenant demandé l'approbation de leurs tarifs pour 2013. Pour certains, comme Enersource (Mississauga), une décision est imminente. Pour d'autres, comme London Hydro, le processus ne fait que commencer. Quelque 3 500 écoles seront touchées par les demandes actuellement à l'étude par la Commission de l'énergie.

Hydro One – Tarifs de transport. Hydro One a également demandé l'approbation de nouveaux tarifs de transport pour 2013 et 2014. Au cours de négociations en vue d'un règlement tenues en octobre, la Coalition et d'autres groupes de clients sont arrivés à une entente avec Hydro One concernant une réduction de ces nouveaux tarifs. Les écoles économiseront ainsi environ **700 000 \$**.

Ontario Power Generation. OPG a déposé une demande de hausse de tarifs pour 2013 et 2014. L'augmentation des coûts pour les écoles pourrait atteindre 20 M\$ sur deux ans. La Coalition est intervenue pour tenter de faire réduire ce montant, et la Commission de l'énergie devrait rendre sa décision en mai 2013.

Modification du territoire desservi par Horizon Utilities. Habituellement, la Coalition n'intervient pas dans les différends entre deux entreprises de services publics. Toutefois, un conflit entre Horizon Utilities et Hydro One sur la question de savoir laquelle de ces entreprises va desservir de nouveaux lotissements dans le secteur de Hamilton Mountain aura des effets directs sur certaines écoles. Ce conflit soulève également des questions qui toucheront un grand nombre de nouvelles écoles en construction dans des lotissements aux confins des régions urbaines existantes. C'est pourquoi la Coalition est intervenue dans ce conflit, tant pour traiter des questions générales que pour protéger les intérêts du conseil scolaire en cause. Une tentative de Hydro One visant à court-circuiter le processus a été rejetée aujourd'hui même, et la Commission devrait rendre sa décision sur les questions en litige au printemps 2013.

Jay Shepherd
Avocat de la Coalition pour l'énergie des écoles

Des questions? Communiquez avec
Wayne McNally (wmcnally@opsba.org) ou
Jay Shepherd (jay.shepherd@canadianenergylawyers.com)